

Résonances

Pôle ressources ville et développement social

Centre de Ressources
Politique de la Ville ouest
francilien



39 rue des Bussys
95600 Eaubonne
01.34.05.17.17
contact@lepoleressources.fr

< Formation, 2 juillet, 9h30-12h30, Eaubonne et 11 juillet, 9h30-16h30, Deuil-la-Barre >

FORMATION « FAVORISER L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL »

L'Union régionale des bailleurs sociaux des Hauts-de-France et l'IREV (centre de ressources politique de la ville des Hauts-de-France) ont conçu, en partenariat, une formation destinée à prévenir les discriminations dans les processus d'attribution du logement social. Le Pôle ressources soutient et accompagne l'essaimage de cette formation, en accueillant la première édition hors Hauts-de-France, sur le territoire francilien. Cette formation gratuite est destinée à tous les acteur·rices intervenant dans les commissions d'attribution du logement social. Elle se décompose en 2 temps. Un premier module d'une demi-journée reviendra sur le cadre législatif et la sémantique en matière de discriminations à l'aide de cas concrets. La formation vise également, le temps d'une seconde journée, optionnelle, à former des « référents », des personnes "ressources" capables de dispenser le module de sensibilisation auprès de leurs pairs.

www.lepolderessources.fr/actions/favoriser-egalite-dacces-au-logement-social/

< Groupe de pairs, 20 juin, 9h30-12h30, Eaubonne >

UN SECOND TEMPS DE TRAVAIL DÉDIÉ À LA PÉRINATALITÉ

Le Pôle ressources, en partenariat avec Profession Banlieue, les délégations départementales du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis de l'ARS Île-de-France, organisent un deuxième temps dédié à la thématique de la périnatalité, à destination de l'ensemble des coordinateur·rices (ASV, CLS, CLSM) et responsables santé au sein des collectivités de ces deux départements. Suite à un premier temps de travail en février, il s'agira de poursuivre collectivement les réflexions sur cette thématique prioritaire, comme en témoigne les indicateurs élevés de mortalité infantile sur ces deux départements, à travers trois axes : la médiation en santé périnatale, le repérage précoce de la dépression périnatale et le parcours de suivi de grossesse.

Contact : Noémie Siefert, noemie.siefert@lepolderessources.fr

< Poursuite de la démarche quartiers en flux, ouest francilien >

APPEL AUX QUARTIERS PRIORITAIRES VOLONTAIRES DU VAL D'OISE, DES HAUTS DE SEINE ET DES YVELINES POUR LE DÉPLOIEMENT D'ÉTUDES EN FLUX SUR LES MOBILITÉS RÉSIDENTIELLES

Le webinaire "quartiers en flux" du 28 mai dernier, porté par le réseau national des centres de ressources politique de la ville, a rassemblé plus de 120 professionnel·les de la politique de la ville sur le territoire national. A travers les présentations de plusieurs études sur les mobilités résidentielles - INSEE, thèses de Luc Guibard et d'Hugo Botton, travaux de Christine Lelévrier -, il s'est agi de sensibiliser les participant·es aux apports de ces méthodologies d'analyse en flux pour améliorer les politiques publiques locales. A la suite de ce temps, le réseau national des centres de ressources de la politique de la ville souhaite impulser des démarches exploratoires et expérimentales, en accompagnant les collectivités volontaires pour mener de telles études sur leurs quartiers prioritaires. Le Pôle ressources invite les collectivités intéressées (au niveau communal, intercommunal ou départemental) du Val d'Oise, des Yvelines et des Hauts de Seine à se faire connaître auprès de l'association, au cours de l'été 2024.

Contact : Paul Bertrand, paul.bertrand@lepolderessources.fr

< Webinaires et ateliers, réseau francilien des CRPV, juillet à novembre >

PROFESSIONNALISATION DES MÉDIATEUR·RICES SOCIAUX ADULTES-RELAIS : WEBINAIRES ET ATELIERS

Dans le cadre de la professionnalisation des médiateur·rices sociaux en contrat adulte-relais, la Préfecture de Région Île-de-France a lancé - en partenariat avec les centres de ressources politique de la ville franciliens - une série de webinaires régionaux, ainsi que des ateliers départementaux. Un 1er webinaire s'est ainsi tenu le 17 mai dernier, afin de mieux faire connaître l'offre de formation à disposition des médiateur·rices sociaux, avec les interventions de France médiation, Uniformation, Avenir actifs et Transition pro IDF. Un second temps régional se déroulera en septembre prochain, visant à permettre aux employeur·euses et médiateur·rices de mieux se repérer dans les cadres et procédures liés aux conventions adulte-relais. Enfin, deux ateliers pour chacun des départements franciliens se tiendront entre juillet et novembre 2024, animés par les centres de ressources politique de la ville franciliens. Pour le Pôle ressources, ces deux ateliers seront proposés sur les 3 départements de l'ouest francilien qu'il couvre, avec pour objectifs de favoriser la mise en réseau et le partage d'expériences inspirantes, et de mieux suivre et valoriser l'activité des médiateur·rices. Les programmes et dates par département seront communiqués prochainement.

Contact : équipe du Pôle ressources, contact@lepolderessources.fr

National / Régional

Développement social

JOURNÉES NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

L'IRDSU organise, avec de nombreux partenaires (ANCT, Métropole de Lyon, Labocités, ou encore CNFPT), l'édition 2024 de ses journées nationales du développement social urbain, les 4 et 5 juillet prochain à Lyon. Des parcours urbains et sociaux, dans plusieurs quartiers populaires de Lyon, autour de diverses thématiques - lutte contre les discriminations et accès aux droits ; accès à la culture ; tranquillité publique ; cités éducatives ou encore habitat dégradé, seront proposés. Des temps de rencontre, conférences et tables-rondes, mobilisant des expert-es sont également au programme. Ceux-ci seront notamment l'occasion de nourrir les acteur-rices de la politique de la ville et du développement social et urbain autour des enjeux liés aux nouveaux contrats "engagements quartiers 2030.

www.irdsu.net/journees-nationales-lyon-2024/

Politique de la ville

L'INSEE PUBLIE UNE ÉTUDE SUR LES TRAJECTOIRES DES HABITANT·ES DES QUARTIERS

L'Insee publie une étude qui s'appuie sur un suivi d'échantillon démographique permanent, pour distinguer 5 parcours de mobilité résidentielle des habitant-es des QPV sur la période 2011-2020 (stables, mobiles, sortants, entrants, passagers). Elle montre que les habitant-es des QPV sont en moyenne plus mobiles que ceux de la même unité urbaine, mais que l'âge, le statut d'occupation du logement (social, privé, locataire ou propriétaire) influent grandement les facteurs de mobilité. Alors que 69% des

habitant-es des QPV sont locataires d'un logement social, l'effet « nasse » semble particulièrement concerner les personnes au parcours stable et mobile, avec des niveaux de vie inférieurs aux autres. A l'inverse, les QPV semblent jouer un rôle de sas au profit des personnes aux parcours entrants, sortants ou passagers, qui voient leur niveau de vie s'améliorer suite à leur entrée en QPV et accèdent plus souvent au logement privé via la location ou l'acquisition.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8188284>

En bref

- Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique, Avis, CESE, mai

www.lecese.fr/actualites/renforcer-le-financement-des-associations-une-urgence-democratique-le-cese-adopte-lavis

- Label national Cités Éducatives, Appel à projets 2024/2025

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/cites-educatives-76>

- "Nos villes ont besoin de la République : Liberté Égalité, Fraternité", Communiqué, Ville & Banlieue, 19 juin

www.ville-et-banlieue.org/nos-villes-ont-besoin-de-la-republique-liberte-egalite-fraternite-36327.html

Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

Roissy Pays de France

LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS "SOUTIEN AUX PROJETS D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE"

Dans le cadre de son nouveau plan d'actions 2023-2024 en faveur du développement de l'économie sociale et solidaire (ESS), la communauté d'agglomération Roissy Pays de France lance un appel à projets destiné aux structures désireuses de tester, développer et essaimer de nouveaux projets sur le territoire, autour de domaines d'activités variés : insertion, lien social, transition, éducation populaire, alimentation durable...

Date limite de réception des dossiers : 31 juillet à 18h

Contact : Pauline Camaille, emploi-politiqueville@roissypaysdefrance.fr

Ouest francilien

MOUVEMENTS

- **Moïna Bedja** est chargée de mission politique de la ville, ville de Montmagny ● **Ludivine Didier** est coordinatrice adjointe du PRE, ville de Colombes ● **Nadège Divialle** est déléguée du Préfet sur le territoire de Sarcelles ● **Anne-Sophie Ramard** devient directrice générale adjointe des services à la population, ville de Pontoise ● **Nathacha Neto** est directrice du centre social "la Mosaïque", ville de Plaisir ● **Jasmine Yousfène** est coordinatrice du Conseil Local de Santé, communauté de communes du Haut Val d'Oise ● **Pauline Camaille** est chargée de mission Innovation Sociale, communauté d'agglomération Roissy Pays de France ●

Goussainville

OUVERTURE D'UN TIERS-LIEU NOURRICIER À GOUSSAINVILLE

Le Pôle territorial de coopération économique (PTCE) Pays de France a inauguré en mars dernier un tiers-lieu nourricier à proximité de la gare de Goussainville. Cet espace, soutenu par la municipalité et lancé suite à une recherche action sur la précarité alimentaire, offre la possibilité aux habitant-es d'accéder à une cuisine partagée, de participer à des ateliers culinaires, pédagogiques et à des repas partagés, ainsi que de s'approvisionner en légumes bio et locaux à prix réduits. En partenariat avec de nombreuses structures goussainvilloises (Centre Social Empreinte, IMAJ 95, les Restos du cœur, St Raphaël, services de la ville...), le PTCE a également lancé un CLAPS (Comité Local de l'Alimentation Pour la Santé), ouvert à tous·tes les habitant-es et acteur-rices locaux désireux·ses de faire des propositions, de donner leur avis et de participer concrètement à des actions visant un accès plus facile à des produits sains et de qualité.

Contact : Émilie Ivandekics, ptce.paysdefrance@gmail.com

Fiche expérience

Gennevilliers, Nanterre, Asnières-sur-Seine et Carrières-sur-Seine

PERMETTRE AUX HABITANT·ES DES QUARTIERS POPULAIRES L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION SAIN ET DURABLE

Porté par 4 villes du nord-ouest francilien et les bailleurs sociaux concernés, en partenariat étroit avec les structures de proximité, le projet VRAC Seine Ouest vise à proposer une offre alimentaire durable et de qualité aux habitant·es, les rendant acteur·rices de la démarche, et renforçant leur pouvoir d'agir en matière d'alimentation.

Vers un Réseau d'achat commun (VRAC) a pour double objectif de permettre « l'accès à une alimentation durable et de qualité pour toutes et tous » et de soutenir la mise en place de systèmes agricoles soutenables et équitables ». Le projet répond aux problématiques de faible implantation d'offres de produits de qualité et de proximité dans les quartiers prioritaires, et au manque de moyens de ses habitant·es pour y accéder. Il mêle une dimension sociale, citoyenne, de par la place accordée aux habitant·es dans le projet, de santé, et écologique – en tenant compte de la durabilité de l'offre alimentaire. La question de la participation des adhérent·es est au cœur du projet : ils et elles choisissent leurs paniers de courses à travers un catalogue qui propose une offre de produits locaux, en circuits courts et/ou agroécologiques et participent à la mise en place des distributions. Ainsi, chacun·e est appelé·e à être bénévole de l'association, en fonction de ses possibilités, autour de différentes missions : mise en place des distributions, aménagement des lieux, passage du vrac au détail... Ce modèle participatif vise à renforcer le lien social au sein des quartiers et à permettre aux habitant·es d'être acteur·rices de leurs choix alimentaires. Cela se traduit également par leur représentation au sein du conseil d'administration de VRAC, organisé en trois collèges : un collège des financeurs (bailleurs sociaux, partenaires de terrain...), un collège de personnes ressources et un collège d'habitant·es. L'intérêt des producteur·rices est également pris en compte, avec une recherche d'un « prix juste » qui convienne à toutes les parties, en revendant les produits à prix coûtant tout en garantissant un prix d'achat satisfaisant pour les producteur·rices.

Une implantation en plusieurs étapes dans le Nord-Ouest de l'Île-de-France

Ce réseau, existant dans 18 territoires en France et 2 en Belgique, s'est implanté en 2023 à l'Ouest de l'Île-de-France. Le

projet a été présenté à plusieurs villes et bailleurs sociaux du territoire par l'Apes (association œuvrant dans le domaine du développement social urbain). Après de premières discussions début 2022, quatre villes ont manifesté leur intérêt : Nanterre, Gennevilliers, Asnières-sur-Seine et Carrières-sur-Seine. Suite aux réunions d'échanges et de concertation, le projet s'est concrétisé fin 2022 et l'association VRAC Seine Ouest a été créée en janvier 2023. Une coordinatrice a été recrutée, afin d'assurer le lancement opérationnel du projet et mettre en œuvre la démarche, en mobilisant les habitant·es, les partenaires, en participant à la recherche de financements (par le biais d'appels à projets, notamment) et à la gestion logistique. Ce poste, mutualisé pour les quatre villes, est cofinancé par celles-ci, ainsi que par les bailleurs des territoires concernés. Dans le but de faire connaître la démarche, la coordinatrice assure une présence au sein de différents lieux : en pied d'immeubles, aux sorties d'écoles, dans les centres sociaux... Elle propose des dégustations, des ateliers et des permanences, qui sont des occasions de présenter le projet VRAC et de susciter l'envie d'y adhérer. A Gennevilliers, ces actions sont accompagnées par une communication municipale à travers le site de la ville, les réseaux sociaux, le journal communal, et des flyers distribués aux agent·es (dans des crèches, auprès de toutes les directions...). La coordinatrice travaille également en lien étroit avec les structures de proximité, pour la mise à disposition de locaux, pour les distributions et pour la mobilisation du public. Par ailleurs, l'association a noué un partenariat qui lui permet de stocker les denrées alimentaires au sein de la plateforme logistique gérée par l'association APPUI.

De premiers résultats encourageants à Gennevilliers

Après avoir mené ces démarches, les premiers groupements d'achat ont été lancés en septembre 2023. A Gennevilliers, l'association compte 113 adhérent·es

en moins d'un an (avec un nombre d'adhésions maximal fixé à 150), dont 73% de résident·es en QPV et une majorité de femmes. Afin de pouvoir acheter au sein du réseau, les habitant·es deviennent adhérent·es de l'association, par une contribution symbolique d'un euro. La précarité économique est prise en compte, avec une réduction de 10% du montant des achats pour les habitant·es de QPV et de 30 voire 50 % pour celles et ceux qui sont redirigé·es par le CCAS, sans demandes de justificatifs. Le catalogue d'achat de l'association comprend plus d'une vingtaine de références de produits en 2023 (farine, thé, pâtes, huile, produits d'entretien et hygiène...) et les distributions ont lieu au Centre social Aimé Césaire, dans le quartier du Luth à Gennevilliers, une fois par mois. Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie en matière d'alimentation de la ville de Gennevilliers, labellisée Plan Alimentaire Territorial (PAT) depuis deux ans. A Gennevilliers, nous avons mené un diagnostic de trois mois pour connaître l'offre alimentaire dans la ville, et nous avons fait le constat d'une absence de boutiques biologiques, de peu de produits biologiques dans les marchés et d'une offre présente seulement dans les grandes surfaces, explique Caroline Casas, cheffe de projet alimentation durable. L'objectif de la ville, en participant au projet VRAC, consiste à répondre à ces enjeux, en favorisant l'accès à une alimentation durable pour les habitant·es. Actuellement, la ville mène une évaluation de sa politique alimentaire. Les retours concernant le projet VRAC se révèlent positifs, mais il semble prématuré d'évaluer l'impact à moins d'un an : certains viennent d'adhérer, ou n'ont passé que quelques commandes, selon Caroline Casas. Actuellement, la ville envisage l'ouverture d'une seconde antenne dans le quartier des Agnettes ou des Grésillons. Celle-ci mène également un projet de maraîchage en dehors de la ville, en Île-de-France ou dans des départements alentours (Oise, Eure-et-Loir, Eure).

Contact : Caroline Casas, caroline.casas@ville-gennevilliers.fr



< VIDÉO >

L'ASSEMBLÉE DES QUARTIERS : REPRÉSENTER POLITIQUEMENT LES HABITANT·ES DES QUARTIERS POPULAIRES

MOB, média en ligne dédié aux questions démocratiques, publie une vidéo pour présenter le projet de "l'Assemblée des quartiers". Celle-ci, lancée le 27 avril dernier, portée par un collectif d'associations et de militant·es, vise à fédérer les habitant·es des quartiers populaires en zones urbaines, périurbaines et rurales, autour d'un programme politique commun et coconstruit.

L'initiative est destinée à mieux peser dans le débat public, en mettant en place de l'éducation

politique, en formant des candidat·es issu·es des quartiers populaires, pour se présenter aux élections des années à venir. L'assemblée des quartiers met au cœur du débat la représentativité des quartiers populaires à l'échelon politique, à l'heure où seulement 6% des député·es de l'Assemblée nationale sont ouvrier·es ou employé·es, alors que ces dernier·es représentent 45% de la population française.

www.youtube.com/watch?v=rVJ00sHCog8

<https://mob-media.info>



< DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « *Les habitants des quartiers populaires exigent leur place dans les espaces du militantisme social et politique* », Héloïse Nez, Denis Merklen, The Conversation, 2 mai

<https://theconversation.com/les-habitants-des-quartiers-populaires-exigent-leur-place-dans-les-espaces-du-militantisme-social-et-politique-226846>

- « *La discrimination comme épreuve* », Frédérique Jean, La vie des idées, 22 mai

<https://laviedesidees.fr/La-discrimination-comme-epreuve>

- Et, pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la Politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le Réseau National des Centres de Ressources Politiques de la ville : www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville



< À LIRE / À VOIR >



NOS TIERS-LIEUX. DÉFENDRE LES LIEUX DE SOCIABILITÉ DU QUOTIDIEN

Antoine Burret, FYP éd., 176 p

Les tiers-lieux font l'objet d'un intérêt de plus en plus renforcé, mais ils font face à des enjeux mettant en péril leur essence.

Au travers de cette enquête, Antoine

Burret dissèque ce qui définit et qui fait le tiers-lieu à la Oldenburg, et souligne les luttes sociales, culturelles, économiques et urbaines qui fondent le caractère mouvant et vivant de ces espaces. A l'heure où le concept est revendiqué de toutes part, Nos Tiers Lieux analyse les tiraillements dus aux tentatives d'appropriation du terme par les sphères marketing et politiques, et montre les limites des processus de marchandisation à l'œuvre. Pensé comme un plaidoyer pour un droit aux tiers-lieux, l'ouvrage réussit à poser un regard détaillé sur l'état des lieux actuel de nos sociabilités au prisme de l'occupation et des usages des espaces publics, et livre les clés pour défendre ces chez soi loin de chez soi sur l'espace public faciles d'accès [...], accueillants [...], afin que tous à l'intérieur puissent se sentir égaux.

<https://boutique.fypeditions.com/products/tiers-lieux-1>

Rédigé par le Pôle ressources



LES FEMMES DU COIN DE LA RUE

Patricia Bouhnik, éd. Syllepse, février 2024, 190 p

Le livre donne à voir la vie quotidienne, les épreuves permanentes, l'art de la débrouille ainsi que les détresses de ces femmes confrontées à des situations de violence. Le livre aborde les vulnérabilités de ces femmes accentuées par la pandémie en inscrivant les récits recueillis dans

le contexte historique et social de la transformation des quartiers populaires. Il interroge la place des femmes dans l'espace public. [...] L'ouvrage met également une focale particulière sur la place du corps qui joue pour ces femmes un rôle charnière, tant sur le plan de la visibilité (manières d'apparaître et de disparaître), des techniques de survie que sur celui de leur humanité où se croisent en permanence souffrances et petits plaisirs. Ces « femmes du coin de la rue », ce sont nos voisines, que nous croisons, parfois sans les voir, en bas de chez nous, dans le métro, à la fin des marchés. Si certaines sont destinataires d'interventions et d'aides (associations, travailleurs sociaux...), la plupart se tiennent à distance ou ne les rencontrent que très occasionnellement, souvent par peur des logiques de contrôle et d'encadrement ; ce sont surtout ces dernières que l'autrice a rencontrées. Elles constituent un prisme d'appréhension de la condition des femmes précarisées dans les villes d'aujourd'hui. [...]

www.syllepse.net/les-femmes-du-coin-de-la-rue-_r_87_i_1067.html

Extrait 4è de couv